



PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES

Service de l'urbanisme  
et de l'aménagement durable

Pôle urbanisme

**ARRETE n° 12719 INSTITUANT DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE CONCERNANT  
LA MAÎTRISE DES RISQUES AUTOUR DES CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ  
NATUREL OU ASSIMILÉ, D'HYDROCARBURES ET DE PRODUITS CHIMIQUES SUR LE  
TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MÉRY-SUR-OISE**

**Le préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

**Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L.121-1, L.121-2, L.122-1, L.123-1 et  
R.431-16 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

**Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du  
livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de  
transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

**Vu** le rapport de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de  
l'énergie, en date du 31/08/15 ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et  
technologiques du Val-d'Oise le 15/10/2015 ;

**CONSIDÉRANT** que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures  
et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R.555-1  
et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité  
publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients  
qu'elles présentent,

**Sur proposition de M. le secrétaire général de la Préfecture du Val-d'Oise ;**

**ARRETE**

**Article 1 :** Selon l'article L.555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur  
desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés  
par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service,  
notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant  
gravement la santé ou la sécurité des personnes.

En application de l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, des servitudes d'utilité  
publique sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux  
susceptibles de se produire à partir des canalisations de transport décrites ci-après,  
conformément aux distances figurant dans le tableau ci-dessous et reproduites sur la carte  
annexée au présent arrêté (1)

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les  
restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise

atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

NOTA : En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans le tableau ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs du tableau font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

**Ouvrages concernant la commune de Méry-sur-Oise (95394) :**

**1. CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL ET ASSIMILES EXPLOITÉES PAR LA SOCIETE GRTGAZ dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES**

Type d'ouvrage	Nom	Implantation	PMS	DN	Longueur dans la commune (en km)	Distances SUP en mètres (de part et d'autre de la canalisation)			Influence
						SUP1	SUP2	SUP3	
Canalisation	DN150/100-2005-MERY_SUR_OISE_RN184	ENTERRE	67.7	150	0.00112313	45	5	5	traversant
Canalisation	752 VILLIERS LE BEL-BEYNES	ENTERRE	67.7	750	0.175738	330	5	5	traversant
Canalisation	DN150/100-2005-MERY_SUR_OISE_RN184	ENTERRE	67.7	100	0.0101673	25	5	5	traversant
Canalisation	DN150/100-2005-MERY_SUR_OISE_RN184	ENTERRE	67.7	100	0.0175545	25	5	5	traversant
Canalisation	752 VILLIERS LE BEL-BEYNES	ENTERRE	67.7	750	0.0542196	330	5	5	traversant
Canalisation	752 VILLIERS LE BEL-BEYNES	ENTERRE	67.7	750	0.0934653	330	5	5	traversant
Canalisation	752 VILLIERS LE BEL-BEYNES	AERIEN	67.7	750	0.0279092	330	13	13	traversant
Canalisation	ARTERE DU VEXIN	ENTERRE	67.7	600		245	5	5	impactant
Canalisation	ARTERE DU VEXIN	ENTERRE	67.7	600	2.50829	245	5	5	traversant
Canalisation	DN100-1986-BRT_MERY_SUR_OISE_PONT	ENTERRE	67.7	80	9.97815e-05	15	5	5	traversant
Canalisation	DN100-1986-BRT_MERY_SUR_OISE_PONT	ENTERRE	67.7	100	0.0620734	25	5	5	traversant
Canalisation	DN100-1986-BRT_MERY_SUR_OISE_PONT	ENTERRE	67.7	100		25	5	5	impactant
Canalisation	DN100-1986-BRT_MERY_SUR_OISE_PONT	AERIEN	67.7	100	0.0421218	25	13	13	traversant
Installation Annexe	POSTE DE MERY RN184 - 95394					35	6	6	traversant
Installation Annexe	MERY-SUR-OISE PONT - 95394					35	6	6	traversant

**Article 2** : Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

**Servitude SUP1** : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R.555-31 du code de l'environnement. L'analyse de compatibilité, prévue à l'article R431-16 j) du code de l'urbanisme, est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

**Servitude SUP2** : L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**Servitude SUP3** : L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**Article 3** : Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

**Article 4** : Les servitudes instituées par le présent arrêté devront être annexées au plan local d'urbanisme ou à la carte communale de la commune conformément à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

**Article 5** : En application de l'article R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture du Val-d'Oise et adressé au maire de la commune de Méry-sur-Oise.

**Article 6** : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de un an à compter de sa publication.

**Article 7** : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, le maire de la commune de Méry-sur-Oise, le directeur départemental des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté notifié également au directeur général de GRTgaz et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le Val-d'Oise.

Fait à Cergy-Pontoise, le 22 OCT. 2015

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire général

Daniel BARNIER

1) La carte des servitudes d'utilité publique annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de la Préfecture du Val-d'Oise et de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie ainsi que dans la mairie de la commune concernée.

